

**Budget 2013 – 19 au 21 décembre 2012**  
**Intervention générale de Mounir Satouri, Budget 2013**

Monsieur le Président, chers collègues,

Nous entamons aujourd'hui une discussion budgétaire qui n'a rien à voir avec les précédentes. C'est en effet le premier budget régional qui sera mis en œuvre par une majorité qui porte les mêmes couleurs politiques qu'au parlement et au gouvernement. Nous avons pour la première fois vocation à voter un budget qui n'est pas là pour boucher les trous laissés béants par l'Etat. Nous avons pour la première fois l'opportunité de voter un budget qui accompagne, complète, encourage, renforce et inspire les politiques nationales.

Pour autant, nous entamons ce débat avec une certaine appréhension. Car l'année 2013 est l'année de tous les dangers ! En 2013, ça passe ou ça casse pour la région Île-de-France. C'est l'année où se joue le rôle que notre institution tiendra dans la réforme de la démocratie territoriale, où se jouera son autonomie financière et sa capacité d'action. 2013 sera aussi une année décisive dans la mise en œuvre de notre engagement phare, le plus attendu des habitants : la tarification unique des transports. 2013 est enfin l'année du lancement du Grand Paris des habitants, l'occasion historique de transformer un projet élitiste pensé pour les pôles d'affaires en un projet solidaire et durable au service du plus grand nombre.

L'enjeu est de taille est nos inquiétudes sont aussi grandes que nos attentes. Quelle s'appelle rigueur ou austérité, une menace pèse sur l'action publique et particulièrement sur les collectivités. Nous craignons que derrière la nécessaire maîtrise des dépenses publiques se cache un processus qui n'a rien à voir avec la sobriété ou le fait de faire des économies. S'agit-il de faire mieux avec moins ? Où s'agit-il simplement de faire moins ?

Nous savons que beaucoup ici s'inquiètent avec nous de l'impact qu'aura la trajectoire nationale sur nos recettes. Alors que nous réclamons encore la compensation des transferts de compétences liés à l'Acte II de la décentralisation, nous n'avons encore aucune garantie sur les leviers fiscaux qui nous seront attribués dans quelques semaines, et s'ils seront à la hauteur des objectifs que nous entendons atteindre.

Quel sera l'impact de la nouvelle démarche de modernisation de l'action publique lancée ces derniers jours par le gouvernement ? Comment réaliser une économie de 60 milliards d'euros sans compromettre le niveau d'investissement des collectivités si vital pour les territoires ? Nous ne sommes pas contre l'idée de faire des économies. Mais fixer un objectif comptable de 60 milliards d'euros, et tout faire pour l'atteindre, sans autre critère et outil que la calculatrice, là est la limite entre la sobriété et l'austérité.

La sobriété n'est pas une orthodoxie budgétaire, c'est une volonté politique. La sobriété, c'est renforcer le sens politique que l'on donne à une action. C'est faire des choix en fonction d'objectifs et de priorités politiques.

Vous le savez, les écologistes ont des propositions à faire pour faire des économies d'un côté, et renforcer la voilure publique de l'autre. Elles portent notamment sur l'abandon de ce qui relève du pharaonique, des grands projets extrêmement coûteux et dont l'inutilité est souvent démontrée. C'est le cas de certaines dépenses militaires, de l'aéroport de Notre Dame des Landes, de l'EPR qui bat désormais les records de surcoût, des lignes à grande vitesse comme le fameux Lyon-Turin, et, bien sûr, de la ligne verte du Grand Paris Express, qui traverse les champs pour effectuer trois sauts de puce entre Saclay et la Défense.

Il y a là de vraies économies à réaliser, et les perspectives négatives qui pèseront probablement sur les prochains budgets nationaux et régionaux, seront peut être les déclencheurs qui obligeront enfin à faire les choix de bon sens.

Pour autant, les recettes dont nous bénéficierons cette année sont stables et nous donnent la possibilité de maintenir un budget d'engagement. Les choix que nous allons faire avec ce nouveau budget sont ainsi l'occasion de donner du sens politique à notre action. En réaffirmant nos priorités, nous renforcerons la visibilité, et par la même la légitimité de notre institution régionale. C'est dans ce sens que nous proposerons dans cette séance certains redéploiements budgétaires.

Par exemple, nous proposons quelque chose de simple : prenons une partie des fonds alloués à l'immobilier d'entreprise pour mettre le paquet sur le logement social. C'est aussi dans ce sens que nous avons déposé une série d'amendements, tous tournés vers la défense de l'égalité des territoires et de la transition écologique.

C'est la notre première exigence : voter un budget d'engagement, qui ne recule pas face à la crise mais prene les devants en faisant de la région le fer de lance de la transition écologique. C'est en changeant nos manières de produire, en formant aux nouvelles pratiques et aux nouveaux métiers que nous relèverons le défi du chômage et de la précarité. Autre exemple : à travers le renforcement significatif de l'action régionale en matière de lutte contre la précarité énergétique, nous entendons une fois de plus faire la preuve que les enjeux sociaux sont liés aux défis environnementaux.

Pour faire de notre région la meilleure réponse à la crise, développons les outils qui rendent meilleure notre économie. Nous déposerons pour cela un amendement ambitieux de soutien à l'Economie sociale et solidaire, qui porte en elle tant de promesses.

L'engagement régional se mesure aussi à l'aune de son effort pour la construction de logements accessibles et de qualités, dans lesquels il fait bon vivre sans pour autant qu'il soit nécessaire de vider son portefeuille pour payer les factures énergétiques.

L'engagement régional se mesure aussi traditionnellement à travers deux secteurs emblématiques que sont les lycées et les transports. 2013 sera la première année du plan pluri annuel d'investissement que nous venons de voter et qui nous projette sur dix ans aux côtés de la jeunesse francilienne. 2013 sera aussi le renforcement de l'action régionale en matière de transports avec notamment la poursuite du plan de mobilisation et le développement de nouvelles offres de bus dans les territoires les moins bien dotés.

L'engagement régional se mesure aussi à notre capacité à innover et à changer nos manières de construire les politiques publiques. Sans dépenser toujours plus, nous pouvons par exemple réorienter notre manière collective d'appréhender et de traiter les défis sanitaires. Accompagnons la prise de conscience mondiale autour des enjeux de santé environnementale pour enfin nous attaquer aux racines des maladies, plutôt que d'alimenter certains puits sans fond qui ne garantiront jamais une offre de soins à la hauteur des enjeux.

Enfin, la transition écologique, c'est aussi la création d'emplois durables et non délocalisables. C'est la une priorité que nous partageons largement et pour laquelle nous prenons nos responsabilités. La Région a d'ailleurs une responsabilité particulière en matière de formation, que nous espérons voir grandir avec l'acte III de la décentralisation, et qui contient en elle les ingrédients d'un nouveau modèle de développement et de société.

Toutes ces priorités politiques correspondent à des dépenses. Nous en revendiquons l'urgente nécessité, qui se traduit à nos yeux par le maintien du niveau d'investissement. En ce sens, nous espérons pouvoir ensemble procéder à un réajustement qui garantira la présence de la région dans les territoires sans compromettre la maîtrise de la dette régionale.

Mais l'emploi passe aussi par le fonctionnement et par le soutien aux acteurs de nos territoires. C'est pourquoi nous nous félicitons du maintien du niveau de fonctionnement que vous nous proposez aujourd'hui, et que nous vous proposons même de renforcer à travers plusieurs amendements.

Notre deuxième exigence concerne le Pass unique. A la fin de la mandature, c'est j'en suis sûr, ce dont nous serons les plus fiers. C'est surtout la mesure que les Franciliennes et les Franciliens attendent le plus. Je le dis avec force et conviction, vous en êtes, monsieur le Président, un fervent défenseur et je sais que vous ne ménagez pas vos efforts pour convaincre les derniers réticents. Au nom de mon groupe, je vous en remercie.

Nous appartenons vous et moi à une même majorité, celle qui est en responsabilité aujourd'hui en France. Vous pouvez compter sur nous pour, en 2013, exiger à vos côtés que cette majorité nous donne les moyens de respecter notre engagement.

C'est pourquoi nous souhaitons que ce débat budgétaire soit l'occasion de réaffirmer haut et fort notre attachement à cette réforme tarifaire. Après le dézonage le week-end, 2013 verra la mise en place du complément de parcours, très attendus des citoyens. Mais nous devons aller de l'avant ! Nous ne pouvons ralentir dans notre sprint vers la réalisation du Pass unique.

Nous devons amplifier notre effort de conviction et faire, jour après jour, étape après étape, la démonstration que cette mesure d'égalité est juste et incontournable. C'est pourquoi nous souhaitons, tout en continuant à exiger les nouvelles ressources nécessaires, et notamment l'harmonisation du versement transports, aller dès maintenant devant le conseil du STIF pour préparer une nouvelle étape de dézonage en 2013.

Notre troisième et dernière exigence appelle de notre part, comme chaque année, une vigilance commune et constante. Elle relève d'un principe budgétaire dont nous sommes collectivement le garant : la sincérité. Notre groupe s'engage à s'inscrire dans une démarche active et collective d'accompagnement et d'évaluation des politiques publiques régionales. Nous sommes volontaires pour renforcer, avec vous, des outils de suivi budgétaires qui nous permettront, malgré les attaques injustes et politiciennes, de faire la preuve de l'efficacité de ces politiques.



Voilà, Monsieur le Président, notre état d'esprit général au moment de voter ce budget régional. C'est avec espoir que allons discuter et enrichir ce budget. Un budget d'engagement tourné vers la transition écologique que nous espérons pouvoir voter avec enthousiasme et conviction. Mais nous le ferons avec l'inquiétude de celles et ceux qui n'ont pas leur destin entre leurs mains, et qui attendent de leurs partenaires qu'ils tiennent leurs engagements afin de mieux pouvoir tenir les leurs.

Je vous remercie.

**Conseil régional**

57, rue de Babylone – 75359 Paris cedex 07 SP  
Tél. : 01 53 85 53 85